

COMMUNIQUE



Le 1er Mai, un jour sacré de commémoration des luttes ouvrières et de rassemblement, remis en cause par un projet de loi adopté au Sénat.

Le 1er mai est la seule journée fériée obligatoirement chômée et payée, symbole international des luttes des travailleuses et des travailleurs. Une proposition de loi adoptée au Sénat, ayant pour objectif le travail ce jour-là dans davantage de secteurs, remet en cause ce principe fondamental.

En élargissant les dérogations existantes, ce texte menace le droit au repos rémunéré, fragilise les salarié-es et accentue la concurrence au détriment des petits commerces.

Ce projet de loi est un premier coin pour casser ce 1er Mai, jour de commémoration des luttes : l'expérience du travail dominical montre que les dérogations finissent par se généraliser, avec la disparition des majorations et un « volontariat » largement illusoire.

Le 1er mai doit rester une **journée exceptionnelle**, ancrée dans plus d'un siècle de luttes sociales, notamment marquées par la répression sanglante de Fourmies en 1891.

Malgré les reculs obtenus grâce aux mobilisations syndicales, le texte reste inacceptable socialement. Ce texte doit repasser au Parlement, c'est pourquoi les organisations syndicales appellent les député-es à s'y opposer pour préserver le 1er mai comme un jour férié, chômé et payé, et qui doit demeurer un temps de rassemblement et de mémoire collective.

Au sein du champ professionnel de notre Fédération, en fonction des conventions collectives et des accords d'entreprise, ce serait la perte d'acquis en termes de rémunération et de récupération de ce jour férié particulier, qui sont à ce jour plus favorables que la loi pour de nombreux salarié-es couvert-es par la FNTVC.

La conséquence à terme serait d'obliger un plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs de nos secteurs à travailler le 1er Mai.

C'est pourquoi nous devons toutes et tous réaffirmer que le 1er mai doit rester ce qu'il est : un jour férié et chômé.